

Je suis intervenue hier dans l'hémicycle dans le cadre de l'étude du programme de stabilité pour 2018-2022. Le gouvernement n'a pas intégré la reprise substantielle et progressive de la dette de la SNCF dans ce texte. En résumé, la dépense publique n'est pas maîtrisée, la pression fiscale est portée à son paroxysme et les promesses d'assainissement de nos comptes publics sont toujours repoussées à plus tard.